

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/ALB/3

13 septembre 1995

(95-2650)

Original: anglais

ACCESSION DE L'ALBANIE

Questions et réponses concernant l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur (document L/7613)

Dans une communication datée du 12 novembre 1992 et distribuée sous la cote L/7120, le gouvernement de la République albanaise a demandé à accéder à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce conformément à l'article XXXIII de l'Accord général. Eu égard à la décision adoptée par le Conseil général le 31 janvier 1995, le Groupe de travail de l'accession de l'Albanie au GATT de 1947 a été transformé en un Groupe de travail de l'accession de l'Albanie à l'OMC. Le mandat de ce groupe de travail est reproduit dans le document WT/L/24. Les Membres ont été invités par le document L/7613 à présenter par écrit des questions sur le régime de commerce extérieur de l'Albanie. Les questions posées par les Membres et les réponses fournies par les autorités albanaises sont reproduites ci-après.

Les délégations qui désirent soulever d'autres questions au sujet du régime de commerce extérieur de l'Albanie voudront bien les adresser à la délégation de ce pays (avec copie au Secrétariat) avant la prochaine réunion du groupe de travail de façon que l'Albanie puisse fournir des réponses mûrement réfléchies aux membres du groupe lorsque celui-ci se réunira.

CHAPITRE II. ECONOMIE ET COMMERCE EXTERIEUR

A. Economie

1. c) Responsabilités institutionnelles dans le domaine commercial

Question 1

L'Aide-mémoire explique que le Ministère de l'industrie, des transports et du commerce délivre des licences pour les "rares produits soumis à des licences d'exportation". Quels sont les produits soumis à des licences d'exportation? Comment le régime de licences est-il appliqué?

Réponse

A l'heure actuelle, aucun produit n'est soumis à une licence d'exportation. Il est interdit d'exporter certains produits (voir section III.B.4).

Question 2

Certains prix restent réglementés. L'Albanie pourrait-elle donner des détails en la matière ainsi que sur les méthodes de calcul et d'ajustement de ces prix? Est-il prévu d'éliminer progressivement cette réglementation?

Le gouvernement albanais indique que les prix de la farine, du pain, du sucre et du riz ainsi que de quelques produits non alimentaires sont toujours réglementés.

- **Prière de préciser la portée et les modalités d'application de la réglementation concernant ces quatre produits.**
- **Le gouvernement albanais envisage-t-il d'éliminer cette réglementation? Dans l'affirmative, un calendrier est-il prévu?**

Réponse

Depuis novembre 1991, l'Albanie a libéralisé peu à peu les prix de tous les produits et services, sauf quelques exceptions. Une réglementation subsiste pour quatre produits alimentaires de première nécessité - farine, pain, sucre et riz - et quelques produits non alimentaires et services fournis par l'Etat: eau potable, vapeur, énergie électrique, pétrole, essence, kérosène, certains médicaments, livres scolaires, transports publics, postes et télécommunications, certains services agricoles (irrigation, par exemple) et certains services d'enregistrement (des voitures, par exemple).

Les prix sont calculés en fonction des éléments suivants: niveau de vie, évolution des prix et des revenus (en particulier pour les personnes disposant d'un revenu fixe), coûts de production et prix du marché, en particulier dans les pays voisins.

Certaines mesures de contrôle des prix encore appliquées devraient être levées au début de 1996.

B. Commerce extérieur

1. Rôle du commerce extérieur dans l'économie

Question 3

Prière de préciser comment sont mises en oeuvre les six mesures prises en vue d'atteindre les objectifs de commerce extérieur énumérées dans cette section.

Le gouvernement albanais indique qu'il prend des mesures pour améliorer sa politique commerciale. Quels types de 'projets spéciaux pour améliorer les résultats commerciaux' l'Albanie entreprend-elle?

Réponse

Première mesure. Libéraliser le régime de commerce

Des mesures ont été prises pour libéraliser le régime des exportations. En 1995, les licences d'exportation concernant le charbon de bois, le tabac brut, le pétrole, l'essence et le benzène ont été supprimées. Notre objectif est la libéralisation totale des exportations. En ce qui concerne les importations, le fait nouveau le plus important a été l'adoption, le 1er juillet 1995, d'un tarif douanier révisé plus simple - trois niveaux de droits au lieu de quatre - et plus libéral, la surtaxe globale de 5 pour cent sur les importations ayant été supprimée.

Deuxième mesure. Privatiser les entreprises intervenant dans le commerce extérieur

L'établissement des documents nécessaires à la privatisation des entreprises intervenant dans le commerce extérieur (comme l'évaluation des actifs) est achevé et certaines parties de ces entreprises, comme les entrepôts, ont déjà été privatisées. Le programme de privatisation se poursuit.

Troisième mesure. Conclure des accords économiques avec des partenaires étrangers

L'un des principaux moyens que l'Albanie met en oeuvre à cet effet est l'adhésion à l'OMC. Elle est par ailleurs en pourparlers, en vue de conclure des accords économiques et commerciaux, avec plusieurs pays (Japon et France, par exemple). Enfin, elle a eu des consultations préliminaires avec l'Union européenne au sujet d'un éventuel accord d'association.

Quatrième mesure. Entreprendre des projets spéciaux pour améliorer les résultats commerciaux

Jusqu'à présent, aucun projet spécial de ce type n'a été lancé. Deux possibilités sont à l'étude: i) la création d'un centre d'informations commerciales qui mettrait à la disposition des sociétés des renseignements facilement accessibles, notamment sur la réglementation des exportations, les procédures douanières, la nouvelle législation relative au commerce et les conditions régissant les marchés internationaux; et ii) la création d'une zone franche.

Cinquième mesure. Réorganiser la Chambre de commerce

Depuis l'adoption de la Loi sur la Chambre de commerce et d'industrie (Loi n° 7804 du 10 mars 1994), l'Albanie met en place un réseau de chambres fondé sur cette nouvelle loi. Jusqu'à présent, 20 Chambres de commerce et d'industrie ont été réorganisées. On prévoit d'en créer au total 36 dans tout le pays.

Sixième mesure. Encourager la création d'associations professionnelles dans le secteur privé

Une enquête a été entreprise auprès de sociétés ayant des activités commerciales internationales pour savoir de quelle manière les politiques gouvernementales influent sur leurs affaires courantes et pour les rendre conscientes du rôle qu'une association de négociants du secteur privé pourrait jouer pour préserver l'ouverture du commerce extérieur ouvert.

Question 4

Toutes les importations, à l'exception du blé et de la farine, sont assujetties à une surtaxe fixe de 5 pour cent de la valeur en douane. Quelles sont les mesures prises en vue de supprimer cette surtaxe?

L'Albanie peut-elle expliquer de manière plus détaillée pourquoi et selon quelles modalités elle prélève une surtaxe fixe sur toutes les importations à l'exception de la farine et du blé?

L'Administration des douanes perçoit elle-même les droits d'importation et d'exportation, les redevances douanières et une "surtaxe fixe" sur les produits autres que la farine et le blé.

- **Quelle est la justification de cette surtaxe? Pourquoi le blé et la farine en sont-ils exemptés? Prière de confirmer si la surtaxe de 5 pour cent de la valeur en douane est bien perçue en sus des autres droits d'importation.**
- **L'Albanie envisage-t-elle de supprimer la surtaxe de 5 pour cent à laquelle sont soumis la plupart des produits importés ou de l'incorporer dans son tarif douanier lors de son adhésion à l'OMC?**

Réponse

La surtaxe de 5 pour cent a été supprimée le 1er juillet 1995 au moment de l'adoption de la Loi sur la nomenclature des produits (Loi n° 7936 du 18 mai 1995) établissant un nouveau tarif douanier.

Question 5

Le Code douanier prévoit des "droits de douane spéciaux" dans des cas particuliers.

- **Prière de définir ces cas particuliers et d'en donner des exemples. Dans quelles circonstances des "droits de douane spéciaux" seraient-ils appliqués? Quel serait leur taux?**

Prière d'expliquer dans quelles circonstances un "droit de douane spécial" peut être prélevé et de préciser le taux de ces droits et les produits visés.

L'Albanie pourrait-elle préciser la nature et la portée des "droits de douane spéciaux" mentionnés à la page 11 de l'Aide-mémoire? Pourrait-elle également préciser les circonstances dans lesquelles elle appliquerait ces droits?

Réponse

L'article 12 de la Loi n° 7609 sur le tarif douanier prévoit que des droits de douane spéciaux sont appliqués: i) en tant que mesures de protection lorsque certains produits sont importés en Albanie en quantités et dans des conditions telles qu'ils peuvent menacer les producteurs nationaux des mêmes produits ou de produits concurrents; ou ii) en tant que mesures de dissuasion dans les cas suivants:

- pour empêcher des personnes physiques ou morales entretenant des relations économiques avec l'étranger d'avoir des activités contraires à l'intérêt national;
- pour prévenir la concurrence déloyale telle qu'elle est définie dans la législation albanaise;
- pour s'opposer à des actes délictueux commis par des sociétés, des pays ou des unions de pays au détriment de la République d'Albanie.

Actuellement, aucun droit de douane spécial n'est appliqué.

CHAPITRE III. REGIME DE COMMERCE EXTERIEUR

A. Réglementation des importations

3. Nomenclature

Question 6

L'Albanie est en train d'élaborer une nomenclature douanière fondée sur le Système harmonisé (SH). Prière d'expliquer le rapport existant entre la nomenclature actuelle et le SH.

Réponse

Le 1er juillet 1995, l'Albanie a commencé à utiliser une nomenclature à six chiffres fondée sur les six premiers chiffres du Système harmonisé.

Question 7

L'Albanie a-t-elle l'intention d'adhérer à la Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises du 14 juin 1973 de l'Organisation mondiale des douanes? La nomenclature tarifaire albanaise tient-elle compte des versions de 1992 et de 1996 de la nomenclature du Système harmonisé?

Réponse

Jusqu'à présent, l'Albanie n'a pas prévu d'adhérer à la Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises du 14 juin 1973 de l'Organisation mondiale des douanes.

La nomenclature douanière actuelle, entrée en vigueur le 1er juillet 1995 (voir la réponse à la question précédente), est fondée sur la version de 1996 de la nomenclature du Système harmonisé.

4. Evolution de la structure du tarif douanier

Question 8

L'Albanie pourrait-elle nous fournir une liste tarifaire complète, au niveau des positions à huit chiffres du SH, de tous les produits industriels et agricoles, avec indication des taux (y compris les redevances douanières) pour tous les produits? A-t-elle l'intention de consolider l'ensemble de son tarif douanier à un taux effectivement appliqué?

Réponse

L'Albanie n'a pas encore de nomenclature tarifaire selon les positions à huit chiffres du SH. Comme indiqué ci-dessus, une nomenclature à six chiffres est entrée en vigueur le 1er juillet 1995.

Aucune décision n'a encore été prise en ce qui concerne le ou les taux au(x)quel(s) l'Albanie consoliderait son tarif douanier dans le cadre de l'OMC.

Question 9

D'après l'Aide-mémoire, les véhicules automobiles sont assujettis à un droit d'importation de 5 pour cent (voir la section XVII des notes explicatives sur le tarif douanier albanais) et à une surtaxe fixe (5 pour cent de la valeur en douane). A des fins douanières, l'Albanie a établi des prix minimaux, qui vont de 70 à 220 dollars EU pour les motocycles et de 150 000 à 500 000 leks (environ 1 500 à 5 000 dollars EU) pour les voitures, autobus et camions d'occasion. En outre, les produits de l'industrie automobile sont assujettis à un impôt sur le chiffre d'affaires de 15 pour cent, impôt prélevé pour les produits de distribution et appliqué à toutes les importations à l'exception de la farine et du blé. Outre ces droits *ad valorem* (droit de douane, surtaxe à l'importation et impôt sur le chiffre d'affaires), l'Aide-mémoire mentionne des "droits spécifiques" (établis selon un montant fixe par unité) appliqués aux véhicules importés, et des "droits composites" (associant un droit *ad valorem* et un droit spécifique) visant les véhicules d'occasion (voir page 11 de l'Aide-mémoire). Prière de préciser la nature de ces droits et le montant exact perçu sur les produits de l'industrie automobile importés.

Réponse

La loi prévoit trois grands types de droits d'importation: droits *ad valorem*, calculés en pourcentage de la valeur des importations; droits spécifiques, établis selon un montant fixe par unité; droits composites, associant un droit spécifique et un droit *ad valorem*.

Dans la pratique, la plupart des droits sont *ad valorem*.

Les droits appliqués aux véhicules neufs sont des droits *ad valorem*, tandis que ceux qui visent les véhicules d'occasion sont des droits spécifiques. Les droits spécifiques appliqués à différents types de véhicules d'occasion ainsi que leurs prix minimaux sont indiqués, en dollars EU, dans le tableau ci-dessous.

	Droit spécifique	Prix minimum
Motocycles	100	200
Voitures	500	1 500
Autobus	500	5 000
Minibus	300	3 000
Camions	500	5 000

Question 10

Le tableau des "niveaux moyens pondérés des droits pour les principaux groupes de produits" présenté dans cette section comprend-il la surtaxe de 5 pour cent?

Prière d'expliquer comment la surtaxe de 5 pour cent à l'importation sera rendue compatible avec l'article VIII du GATT, qui prévoit que les impositions (autres que les droits) perçues à l'importation seront limitées au coût approximatif des services rendus.

Réponse

Ainsi que cela a été indiqué plus haut, la surtaxe de 5 pour cent a été supprimée.

6. Contingents, licences et autres mesures non tarifaires

Question 11

Prière de fournir une liste complète des produits dont l'importation est prohibée et de donner les raisons de cette prohibition. La production nationale de ces produits est-elle aussi prohibée?

Prière de fournir une liste complète des produits dont l'importation est actuellement prohibée pour des raisons de santé, de sécurité et d'ordre public et d'indiquer les raisons propres à chaque produit. La production de tous ces produits est-elle aussi prohibée en Albanie?

Quelles importations ou exportations de produits agricoles sont-elles prohibées? Quels sont les types de semences dont l'importation et l'exportation sont prohibées? Existe-t-il une liste des produits prohibés? Dans l'affirmative, veuillez la communiquer en indiquant, pour chaque produit, la raison de la prohibition.

Réponse

L'importation des marchandises suivantes est prohibée:

- matières toxiques utilisées à des fins militaires et matières toxiques périmées (pour des raisons de sécurité et de santé);
- autres déchets dangereux (pour des raisons de santé);
- herbes et produits à base d'herbes contaminés (pour des raisons de santé);
- semences et plants pouvant servir à la production de stupéfiants (pour des raisons de santé);
- médicaments périmés ou quasi périmés (pour des raisons de santé);
- animaux (poissons) et produits connexes contaminés (pour des raisons de santé);
- matières liquides, gazeuses ou solides contaminées (pour des raisons de santé);
- produits alimentaires contaminés ou périmés (pour des raisons de santé);
- pesticides périmés ou quasi périmés (pour des raisons de santé);
- stupéfiants ou matières premières servant à la production de stupéfiants, ainsi qu'autres substances psychotropes (pour des raisons de santé);

- objets tels qu'emblèmes, cartes ou documents écrits susceptibles de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sûreté nationale (pour des raisons de sécurité);

L'importation des marchandises suivantes est soumise à licence ou à autorisation spéciale:

- tous les types d'armes (pour des raisons de sécurité);
- matières radioactives et poisons violents (pour des raisons de santé);
- explosifs, charges et balles (pour des raisons de sécurité);
- pesticides (pour des raisons de santé);
- médicaments (pour des raisons de santé);
- semences et plants destinés à l'agriculture (pour des raisons liées à l'environnement);

Il n'existe aucune prohibition visant l'exportation de produits agricoles.

Question 12

Les exportations sont-elles soumises à des contingents ou autres mesures non tarifaires?

Réponse

Voir la section III.B.4 relative à la réglementation des exportations.

L'Albanie a commencé à élaborer une réglementation pour contrôler les exportations de produits et de techniques à double usage (civil et militaire), qui sera fondée sur les accords internationaux en vigueur en la matière.

7. Régime d'imposition

Question 13

Veillez communiquer un exemplaire de la Loi concernant l'impôt sur le chiffre d'affaires et de donner des renseignements détaillés, dans une langue officielle du GATT, sur la nouvelle Loi concernant la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Où en est l'instauration de la taxe sur la valeur ajoutée destinée à remplacer l'impôt sur le chiffre d'affaires? Quel est le taux proposé pour la TVA? Quels produits seront soumis à la TVA?

Réponse

La Loi concernant la taxe sur la valeur ajoutée a été votée par le Parlement le 27 avril 1995 et entrera en vigueur au dernier semestre de 1995. Elle s'appliquera à tous les biens et services imposables produits ou fournis sur le territoire albanais par des personnes imposables et à tous les produits importés sur le territoire albanais.

Toutes les personnes morales ou physiques dont le chiffre d'affaires dépasse ou devrait dépasser un certain seuil sont considérées comme imposables et sont tenues de se faire inscrire au rôle de l'impôt.

Le seuil peut être modifié par le Conseil des ministres, si besoin est, compte tenu de l'inflation et d'autres facteurs économiques et administratifs.

La TVA sera appliquée à une large gamme de biens et services, à quelques rares exceptions près, qui sont les suivantes:

- terres ou bâtiments loués pendant une période de plus de deux mois;
- services financiers, y compris les transactions liées à des contrats d'assurance-vie et de réassurance;
- biens ou services fournis par des organismes sans but lucratif en contrepartie d'un dégrèvement, par exemple traitement médical ou dentaire ou protection sociale des enfants et des personnes âgées, services éducatifs, culturels et sportifs et biens et services fournis par des organisations à caractère religieux ou philosophique;
- services postaux;
- Banque d'Albanie (Banque centrale);
- personnel diplomatique.

Le taux de la TVA est de 12,5 pour cent; il s'applique à tous les biens et services imposables. La TVA est calculée et perçue à l'importation des produits comme s'il s'agissait d'un droit de douane imposé par la législation douanière.

Pour les produits exportés et les services fournis à l'échelon international, le taux est nul. Il s'agit notamment des produits exportés par l'Albanie, des services rendus hors du territoire albanais par une personne imposable en Albanie et des biens et services liés aux transports internationaux de biens et de personnes.

La TVA peut être remboursée si le crédit d'impôt est reporté pendant six mois consécutifs et si le remboursement demandé est supérieur à 400 000 leks.

Le calcul de la TVA est fondé sur la méthode des factures. Tout fournisseur de biens ou services imposables est tenu de présenter une facture au moment où le produit est livré ou le service rendu, ou immédiatement après. Les factures sont des documents essentiels qui établissent l'obligation fiscale du fournisseur des biens ou services et le crédit d'impôt accordé aux personnes inscrites.

La TVA qu'une personne imposable doit payer pendant une période de taxation est égale au montant total de la TVA imputable sur la valeur fiscale des biens ou services imposables fournis pendant ladite période, diminuée du crédit d'impôt accordé à cette personne pour la même période.

La période de taxation est le mois civil. C'est le Ministre des finances qui est chargé de l'application de la TVA.

Question 14

Veillez préciser le mécanisme de l'actuel impôt sur le chiffre d'affaires. Veuillez définir l'expression "branche économique". Est-il exact que, en règle générale, le taux de l'impôt sur le chiffre d'affaires soit de 15 pour cent pour les produits, services et activités du secteur du bâtiment et des travaux publics vendus ou exécutés en Albanie, nul pour les produits et services

destinés à l'exportation et de 20 pour cent pour ceux qui sont vendus en Albanie mais à une autre branche économique?

L'impôt sur le chiffre d'affaires comporte trois taux (page 14). Son taux est nul si le produit est vendu au sein de la même branche économique ou s'il est exporté. Il est de 20 pour cent si le produit est vendu à une autre branche économique. Le taux ordinaire est de 15 pour cent. L'Albanie pourrait-elle expliquer dans quels cas un produit est considéré comme étant vendu à une autre branche économique et dans quels cas le "taux général" devrait être appliqué?

Réponse

Signalons tout d'abord que l'impôt sur le chiffre d'affaires va disparaître en raison de l'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée, qui entrera en vigueur au dernier trimestre de 1995.

L'impôt sur le chiffre d'affaires comporte en effet trois taux: taux nul pour le produit vendu au sein de la même branche économique ou exporté, 15 pour cent lorsque le produit est vendu directement à un consommateur ("taux général"), et 20 pour cent lorsqu'il est vendu à une autre branche économique.

Une "branche économique" se compose d'entreprises, ou d'unités économiques semblables, qui s'occupent de l'extraction, du raffinage ou de la fabrication à divers stades de la production d'un produit. Ainsi, le bois vendu à une entreprise qui en fait du charbon de bois est considéré comme étant vendu au sein de la même branche économique. Le bois vendu à une entreprise de transformation de produits alimentaires est considéré comme étant vendu à l'extérieur de la branche économique. Quant au bois vendu à une famille pour lui permettre de se chauffer, il est considéré comme étant vendu directement au consommateur.

Question 15

Il est dit à la page 14 que les produits soumis à l'impôt sur le chiffre d'affaires sont exonérés du droit d'accise. Or, cet impôt s'applique à tous les produits vendus en Albanie, ce qui signifierait, si nous avons bien compris, qu'aucun produit n'est soumis au droit d'accise. L'Albanie pourrait-elle expliquer ce qu'il en est?

Réponse

Les produits soumis au droit d'accise ne sont pas assujettis à l'impôt sur le chiffre d'affaires. (l'Aide-mémoire contient une erreur). Voir dans la réponse à la question suivante la liste des produits soumis au droit d'accise.

Question 16

Prière d'indiquer en détail quels sont exactement les produits soumis au droit d'accise et les taux appliqués (c'est-à-dire les taux de toute taxe intérieure autre que l'impôt général sur le chiffre d'affaires), de communiquer un exemplaire de la Loi sur le droit d'accise et d'en donner un résumé dans une langue officielle du GATT.

Réponse

Les produits soumis au droit d'accise sont les suivants:

- tabac et produits du tabac (cigarettes, cigares, tabac mis à la consommation, papier à cigarettes);
- boissons alcooliques (bière, vin, raki, cognac, anisette, fernet, whisky, rhum et toutes les autres boissons alcooliques);
- boissons non alcoolisées et fraîches;
- eaux minérales et eaux gazeuses;
- énergie électrique;
- alcool importé et alcool de fabrication nationale destinés à la vente;
- produits dérivés du pétrole (essence, gasoil, kérosène, valvolina, huiles lubrifiantes, gaz liquéfié, coke de pétrole, solvants, etc);
- café.

Pour un résumé détaillé, dans une langue officielle du GATT, de la Loi sur le droit d'accise, voir l'annexe D de l'Aide-mémoire.

Question 17

Pour attirer les investissements étrangers, les coentreprises et les entreprises à capitaux entièrement étrangers établies après le 20 mars 1993 et exerçant une activité productive pendant plus de dix ans sont exemptées du droit d'accise (pages 14 et 30). Que se passe-t-il si une telle entreprise met un terme à son activité avant la fin de la période de dix ans?

Réponse

Si cette entreprise met un terme à son activité avant que les dix ans ne se soient écoulés, elle doit rembourser au gouvernement albanais l'équivalent du montant du droit dont elle a été exonérée.

Pour être plus précis, les coentreprises exerçant une activité productive pendant plus de dix ans sont exemptées de l'impôt sur les bénéfices (et non du droit d'accise) pendant leurs quatre premières années d'activité. L'exemption du droit d'accise ne s'applique que pour l'importation de produits nécessaires à l'investissement dans le secteur touristique, si des produits de prix et de qualité comparables ne peuvent pas être obtenus sur le marché albanais (Loi n° 7665 du 21 janvier 1993 sur le développement des zones touristiques prioritaires).

Question 18

D'après l'annexe D, page 69, le taux du droit d'accise sur les alcools destinés à la vente est nettement plus élevé pour les alcools importés (e) - 50 pour cent - que pour les alcools de fabrication nationale (f) - 30 pour cent. Est-ce exact?

Réponse

C'est exact. Cette mesure vise à protéger la production nationale d'alcool fabriqué par une seule entreprise albanaise. Il s'agit d'une mesure temporaire.

Question 19

Certains produits importés sont soumis à un droit d'accise additionnel de 20 à 50 pour cent qui ne frappe pas les mêmes produits d'origine nationale (voir l'annexe D de l'Aide-mémoire). Quelles mesures l'Albanie entend-elle prendre pour éliminer ces droits additionnels et appliquer les dispositions de l'article III du GATT et les résultats du Cycle d'Uruguay?

L'application du droit d'accise (notamment l'exemption visant la production nationale d'alcool et les droits additionnels de 35 à 50 pour cent sur les produits importés) ne semble pas conforme au principe du traitement national (article III du GATT). Quelles mesures l'Albanie envisage-t-elle de prendre à cet égard lorsqu'elle aura adhéré à l'OMC?

Réponse

Un droit d'accise plus élevé est appliqué à certains produits importés afin de protéger la production nationale pendant l'actuelle période de transition. Cette mesure devrait être temporaire.

Question 20

Veuillez confirmer si l'impôt sur les petites entreprises s'applique aussi bien aux commerçants albanais qu'aux commerçants étrangers.

Réponse

L'impôt sur les petites entreprises s'applique indifféremment aux commerçants étrangers et albanais.

Question 21

Veuillez fournir des précisions sur la Loi sur l'impôt foncier. Les mêmes règles s'appliquent-elles aux personnes physiques et morales albanaises et étrangères?

Réponse

L'impôt foncier s'applique à toutes les personnes physiques et morales albanaises et étrangères qui possèdent des biens. (Comme l'indique l'Aide-mémoire, les étrangers n'ont pas le droit de posséder des terres mais peuvent posséder des biens immobiliers tels que des maisons et des immeubles de bureaux.)

Le taux (fixe) de l'impôt foncier sur les terres agricoles est compris entre 15 et 60 dollars par an et par hectare, en fonction de la fertilité des terres, qui est classée en dix catégories. Pour les bâtiments, l'impôt est établi à un taux fixe sur la base de leur superficie, de leur emplacement et de leur usage.

Les mêmes règles s'appliquent aux personnes physiques et morales albanaises et étrangères.

Question 22

Quand l'Albanie prévoit-elle de supprimer les dernières mesures de réglementation des prix à l'importation (page 15 et annexe E)?

Réponse

L'Albanie n'a pas de calendrier précis, mais elle a commencé à prendre les mesures nécessaires pour calculer la valeur des importations sur la base de la valeur transactionnelle plutôt que de prix minimaux. Des fonctionnaires albanais sont actuellement formés aux techniques de calcul et d'application de la valeur transactionnelle. Par ailleurs, un projet de loi sur la valeur transactionnelle est en préparation.

9. Règles d'origine

Question 23

Prière de confirmer que, dans la version anglaise de l'Aide-mémoire, il convient de remplacer "principe transformation" par "principal transformation".

Réponse

Confirmé.

Question 24

Prière d'expliquer pourquoi un certificat d'origine est exigé dans tous les cas, même lorsque l'importateur ne demande pas à bénéficier de droits préférentiels.

Réponse

L'Albanie n'accorde pas de préférences tarifaires pour certains pays ou produits. Les certificats d'origine sont exigés pour d'autres raisons, notamment pour lutter contre la contrebande et le commerce de produits non autorisés, ainsi que pour l'application d'embargos.

Question 25

Hormis l'indication du pays d'origine, le certificat d'origine doit-il contenir d'autres renseignements, tels que le nom de l'entreprise ou du producteur?

Réponse

Hormis l'indication du pays d'origine, le certificat doit aussi indiquer le nom du producteur ou de l'entreprise, ainsi qu'une description des produits à exporter, leur quantité et le numéro du document.

Question 26

Les produits sidérurgiques exportés doivent-ils être accompagnés d'un certificat d'origine? Dans l'affirmative, pourquoi?

Réponse

Un certificat d'origine est exigé pour l'exportation, même en petites quantités, de produits sidérurgiques d'origine albanaise qui bénéficient de droits préférentiels dans la Communauté européenne.

Question 27

Est-il prévu de simplifier les formalités douanières?

Réponse

Nous nous efforçons actuellement de simplifier les formalités douanières, notamment les documents exigés à la frontière.

11. Normes et certificats

Généralités

En vertu de la Loi n° 7630 du 28 octobre 1992, le Département des normes et de la certification (DSC) s'occupe des questions de normalisation, d'accréditation et de certification ainsi que d'activités connexes.

Les normes albanaises - appelées "normes STASH" ("Standarde Shqiptare") - sont établies par toutes les parties intéressées et approuvées par le Conseil de normalisation rattaché au DSC.

Il existe des normes pour quelque 4 500 produits; 60 pour cent sont obligatoires et 40 pour cent facultatives. Des normes obligatoires s'appliquent à certains produits pour des raisons tenant à la santé, à l'environnement ou à la sécurité.

Il n'existe pas de loi régissant la responsabilité du producteur, ni la sécurité générale des produits, ni d'autres règlements techniques. C'est pourquoi 60 pour cent des normes STASH sont obligatoires.

Le DSC se propose d'élaborer dès que possible un nouveau projet de loi sur les normes et la certification, tenant compte de l'instauration de l'économie de marché et harmonisant davantage des normes albanaises avec les normes européennes. Ce projet sera inspiré de ce qui s'est fait dans les pays d'Europe orientale.

En vertu de ce texte, les attributions du DSC se limiteront à la normalisation, à la certification et à l'accréditation et il ne sera plus un organe de surveillance et de contrôle. En outre, toutes les normes STASH seront facultatives. (Les normes actuellement obligatoires deviendraient facultatives un ou deux ans après l'adoption de cette loi.) Les ministères compétents seront chargés de déterminer quelles normes STASH seront obligatoires et d'établir et d'améliorer les règlements techniques et de contrôler leur application.

Question 28

Prière de donner des précisions sur les produits soumis à des essais obligatoires de conformité aux normes et à une certification de la qualité, et d'expliquer pourquoi ils y sont soumis. Quel est l'organe chargé de délivrer les certificats de qualité?

Réponse

Les produits soumis à des essais de conformité obligatoire sont les suivants: produits alimentaires, produits pharmaceutiques, divers produits agricoles, chimiques et électrotechniques, ainsi que produits visés par des normes spéciales en matière de sécurité. Comme indiqué plus haut, ces obligations d'essai et de certification de la qualité sont justifiées par des raisons de protection de la santé et de l'environnement et de sécurité. L'organe qui délivre les certificats de qualité est le Département de la normalisation et de la qualité (DSC).

Question 29

Dans quelle mesure les normes obligatoires de l'Albanie sont-elles conformes aux normes internationales? L'Albanie harmonisera-t-elle ses normes avec ces dernières et, dans l'affirmative, à quel moment?

Réponse

La plupart des normes obligatoires STASH correspondent en partie aux règlements techniques des pays occidentaux. Nos normes ont été harmonisées il y a deux ans avec celles des pays d'Europe orientale mais, depuis, une harmonisation avec les normes ISO, FAO, EN, UNI, CEI et ASTM a été entreprise. Le DSC incorporera cette année la plupart des normes EN dans les normes STASH.

Question 30

Les systèmes internationaux de certification sont-ils acceptés?

Réponse

Le DSC a adopté la norme 9002 de l'ISO en tant que norme STASH et est sur le point d'adopter deux autres normes de cette série. S'inspirant de l'expérience acquise par divers organismes d'Europe occidentale comparables (BSI, SIS, DIN, VDE, UNI, CEN et ISO) et des recommandations de leurs experts, le DSC élabore un règlement sur la certification des produits. La certification facultative commencera en juin. Les entreprises internationales souhaitant que leurs produits soient certifiés sur la base des normes de la série 9000 de l'ISO, le DSC lancera cette année un système de certification de la qualité fondé sur les recommandations d'experts d'Europe occidentale).

Question 31

Veuillez fournir des précisions sur les normes obligatoires et les méthodes de certification concernant les produits agricoles et de l'élevage. Existe-t-il des normes non obligatoires pour les produits agricoles et, dans l'affirmative, comment sont-elles appliquées et comment la qualité est-elle certifiée?

Réponse

En règle générale, les produits agricoles ne sont pas soumis à des normes obligatoires; en revanche, les produits de l'élevage le sont.

12. Mesures sanitaires et phytosanitaires

Question 32

Quels sont les projets de l'Albanie concernant l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires?

Nous faisons actuellement une analyse comparative des obligations prévues par cet Accord et des règlements et institutions sanitaires et phytosanitaires albanais. Nous pensons que les progrès réalisés dans ce domaine nous permettront probablement d'adhérer à l'Accord, mais nous souhaiterions avoir des échanges de vues avec les Membres de l'OMC avant de prendre une décision.

B. Réglementation des exportations

2. Types de taxes d'exportation

Question 33

L'Albanie peut-elle confirmer que le droit d'accise de 100 pour cent sur les exportations de cuir et de tabac bruts n'est plus perçu?

Réponse

Le droit d'accise sur les exportations de cuir et de tabac bruts n'est plus perçu.

4. Régime de licences d'exportation

Question 34

Quelles mesures l'Albanie prend-elle en vue de supprimer les licences d'exportation et les prohibitions à l'exportation?

Applique-t-elle des contingents ou d'autres mesures non tarifaires aux exportations?

Réponse

L'Albanie a pris d'importantes mesures en vue de supprimer les licences d'exportation et les prohibitions. En fait, les exportations ont été complètement libéralisées, à l'exception de certains produits en bois et déchets métalliques dont l'exportation est interdite (Décision n° 360 du Conseil des Ministres du 10 juillet 1995):

- bois à brûler;
- bois brut;
- sciages et madriers;
- déchets et débris de métaux précieux;
- déchets et débris de fonte, de fer et d'acier;
- déchets et débris de cuivre;

- lingots de cuivre;
- déchets et débris de nickel;
- déchets et débris d'aluminium (à l'exception des déchets d'emballages en aluminium, tels que boîtes pour boissons non alcoolisées, qui ont été importés);
- déchets et débris de plomb;
- déchets et débris de zinc;
- déchets et débris d'étain.

Aucun produit n'est actuellement soumis à licence d'exportation. L'Albanie a pour objectif de libéraliser totalement ses exportations.

D. Réglementation du commerce de transit

Question 35

L'Albanie est partie contractante à la Convention TIR de 1975. Toutefois, il ne semble pas qu'elle l'applique, faute d'organisme national de garantie. Cette convention sera-t-elle appliquée?

Réponse

Nous tenons à préciser que l'Albanie applique la Convention TIR depuis qu'elle en est devenue partie en 1975. De 1975 à 1991, l'organisme chargé de son application était l'entreprise d'Etat Trans-Shqip. L'Association des transporteurs albanais - ANALTIR - a été créée et enregistrée en tant qu'association pour les transports internationaux en août 1991. Depuis, elle remplit ses fonctions conformément aux normes internationales, en partie grâce à l'assistance technique du Ministère albanais de l'industrie, des transports et du commerce et du Ministère néerlandais des transports.

CHAPITRE IV. POLITIQUE EN MATIERE DE COMMERCE EXTERIEUR

A. Privatisation

Question 36

Quelles mesures sont prises pour encourager la participation étrangère à la privatisation?

Réponse

Pour notre gouvernement, attirer les investissements étrangers a été et continue d'être un élément important de la stratégie de privatisation. A cet effet l'Agence nationale pour la privatisation est en liaison permanente avec le Centre albanais pour la promotion de l'investissement étranger, qui fournit des renseignements sur les possibilités d'investissement, les lois et procédures ainsi que les facilités d'investissement.

L'Agence nationale pour la privatisation collabore avec les ambassades d'Albanie à l'étranger, les ambassades étrangères en Albanie et les investisseurs éventuels en leur donnant des renseignements détaillés sur les entreprises et autres biens à privatiser.

B. Entreprises commerciales d'Etat

Question 37

Les entreprises commerciales d'Etat devaient être privatisées au début de 1995. Cet objectif a-t-il été maintenu? La privatisation supprimera-t-elle tous les monopoles à l'importation et à l'exportation ou existera-t-il encore des entreprises, d'Etat ou non, bénéficiant de droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux au sens de l'article XVII?

Réponse

La privatisation des entreprises commerciales d'Etat, prévue pour le début de 1995, a été renvoyée à plus tard au cours de la même année.

L'Albanie entend privatiser toutes les entreprises commerciales d'Etat. Quand cela sera fait, il n'existera plus une seule entreprise de ce type. En outre, aucune entreprise n'a ou n'aura de monopole, ou ne bénéficie ou ne bénéficiera de droits ou de privilèges exclusifs ou spéciaux en matière de commerce.

A l'heure actuelle, toutes les entreprises commerciales d'Etat albanaises ont fait une évaluation des biens publics qui seront privatisés. Certaines de ces entreprises ont déjà été partiellement privatisées, tandis que pour d'autres le processus est en cours.

Question 38

Prière d'indiquer si des droits exclusifs ou spéciaux à l'importation ou à l'exportation sont accordés à des entreprises commerciales d'Etat et, dans l'affirmative, quelles sont les entreprises concernées?

Réponse

Aucune entreprise commerciale d'Etat ne bénéficie de droits exclusifs ou spéciaux à l'importation ou à l'exportation.

Question 39

L'Albanie indique qu'il existe, dans le domaine des produits agricoles, deux entreprises commerciales d'Etat ("Eksimagro" et "Alimpeks") qui seront privatisées au début de 1995. Veuillez confirmer cette date.

Réponse

Eksimagro et Alimpeks sont en cours de privatisation. L'Agence nationale pour la privatisation organisera bientôt des ventes aux enchères. Des informations ont été publiées à ce sujet dans les journaux albanais. La privatisation de ces deux sociétés devrait être achevée dans le second semestre de 1995.

Question 40

Veuillez donner des précisions sur les activités d'exportation et d'importation des entreprises commerciales d'Etat "Eksimagro" et "Alimpeks", relevant du Ministère de l'agriculture.

Réponse

Ces deux entreprises avaient autrefois un monopole légal pour le commerce des produits agricoles et alimentaires, des produits médicaux et des produits connexes. Actuellement, ce sont encore des entreprises commerciales d'Etat mais elles ne bénéficient plus de ce monopole, ni en droit ni en pratique.

Eksimagro continue d'importer et d'exporter des médicaments, des pesticides, des céréales, du maïs et des conserves de viande. Alimpeks se consacre essentiellement à l'exportation de tabac, cigarettes, plantes médicinales, boissons alcooliques et conserves de produits alimentaires. Elle importe pour le compte d'entreprises de transformation des produits alimentaires des machines et de l'outillage, des matières premières et des produits divers tels que sucre, boîtes de conserve, tôle pour boîtes de conserve, papier d'emballage pour bonbons, fèves de cacao et tabac.

Nous ne disposons pas de données précises sur la part d'Eksimagro et d'Alimpeks dans le commerce de ces produits, mais les commerçants privés jouent manifestement un rôle actif dans leur exportation et leur importation.

F. Politique industrielle

Question 41

Comment l'Albanie entend-elle relancer son secteur industriel?

Réponse

Les contraintes budgétaires limitent sérieusement les possibilités de relance du secteur industriel de l'Albanie. Avec l'aide de la communauté internationale, le gouvernement albanais s'emploie à reconstruire 32 grandes entreprises potentiellement viables. L'Office de reconstruction des entreprises guide cet effort avec l'appui financier de la Banque mondiale.

Le développement des petites et moyennes entreprises (PME) se poursuit grâce aux activités d'une fondation financée par le programme européen PHARE, le gouvernement allemand et le gouvernement albanais. Un fonds albano-américain d'aide aux entreprises, également axé sur le développement des PME, est sur le point de commencer ses activités. Pour l'essentiel, ces organismes s'efforcent d'encourager le développement des PME en identifiant des activités d'avenir et en fournissant des crédits et des conseils aux entrepreneurs albanais.

L'un des principaux moyens mis en oeuvre par le gouvernement pour relancer le secteur industriel est la privatisation des entreprises industrielles d'Etat, de même que d'autres secteurs de l'économie. La privatisation des grandes entreprises sera en grande partie achevée en 1995.

G. Politique en matière d'investissement étranger

Question 42

L'Albanie a-t-elle l'intention de modifier sa législation en matière de propriété foncière? Dans l'affirmative, quels sont les délais prévus? Subsistera-t-il des restrictions?

Réponse

En juillet 1995, une loi autorisant les étrangers à posséder des terres a été votée. Nous espérons que cette mesure facilitera et encouragera l'investissement étranger. Nous fournirons un exemplaire du texte de cette loi dans une langue officielle de l'OMC dès qu'elle sera traduite.

Question 43

L'Aide-mémoire présenté par l'Albanie fait référence à de nombreux textes législatifs, en particulier à la Loi sur l'investissement étranger du 2 novembre 1993. Veuillez nous en faire parvenir un exemplaire et un résumé dans une langue officielle du GATT.

Réponse

Un exemplaire du texte de la Loi sur l'investissement étranger a été envoyé au Secrétariat dans une langue officielle du GATT/de l'OMC. Un exposé détaillé des principaux points de cette loi figure aux pages 28 à 30 de l'Aide-mémoire.

Question 44

Il semble que la seule exception au traitement national prévue par la Loi sur l'investissement étranger concerne l'acquisition de terres. Qu'en est-il de l'acquisition d'immeubles ou de bureaux? Est-elle interdite aux investisseurs étrangers?

Réponse

L'acquisition de biens-fonds tels qu'immeubles et bureaux par des étrangers est autorisée. La loi du 2 novembre 1993 interdisait seulement l'acquisition de terres. Comme on l'a indiqué plus haut, cette restriction a été récemment assouplie.

Question 45

Le traitement national concerne les investissements réalisés en Albanie. Existe-t-il des limitations à l'accès aux marchés au sens de l'article XVI de l'AGCS, soit à des secteurs dans lesquels le nombre de fournisseurs de services est limité en ce qui concerne les investisseurs étrangers et/ou nationaux? Existe-t-il des secteurs où le montant de l'investissement étranger est plafonné?

Réponse

Il existe certaines conditions qui semblent constituer des restrictions à l'accès aux marchés au sens de l'article XVI de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Ainsi, dans le domaine des services juridiques, seul un Albanais peut exercer les fonctions d'avocat ou de notaire. S'agissant des services comptables, les sociétés à responsabilité limitée d'une certaine importance sont tenues de confier la vérification annuelle de leurs comptes à des experts comptables indépendants établis en Albanie, qui doivent être inscrits sur une liste d'experts comptables agréés établie par le Conseil des ministres. Celui-ci est compétent pour définir les critères d'inscription sur cette liste. Dans le secteur de la pêche, seuls des ressortissants albanais peuvent immatriculer un navire sous pavillon albanais.

Le montant des investissements étrangers n'est plafonné dans aucun secteur des services.

J. Tourisme

Question 46

Quelles sont les conditions d'octroi des autorisations par le Comité de développement touristique? Il semble que les opérations réalisables soient limitées. Sur quelle base se fait la sélection des fournisseurs de services?

Réponse

Le Comité de développement touristique est un organe interministériel chargé d'approuver ou de refuser les demandes d'autorisation déposées par des personnes physiques ou morales pour l'exercice d'activités touristiques dans les zones touristiques prioritaires (Loi n° 7665 du 21 janvier 1993 sur le développement des zones touristiques prioritaires, promulguée par le Décret n° 446 du 2 février 1993 du Président de la République d'Albanie).

La décision d'accorder une autorisation dépend de l'analyse des éléments suivants:

- i) étude préliminaire présentée par le candidat;
- ii) document explicatif sur le projet;
- iii) indications fournies dans les formulaires de demande d'autorisation, concernant notamment tous les critères à satisfaire en matière de bénéfices attendus et d'activités à promouvoir.

Question 47

Quelles sont les conditions à remplir pour construire et gérer un ensemble hôtelier?

Réponse

Conformément à la Loi n° 7665 du 21 janvier 1993 sur le développement des zones touristiques prioritaires, les conditions à remplir pour créer un hôtel (ou une autre activité) dans une zone touristique prioritaire sont les suivantes:

- i) présentation d'un projet d'investissement;
- ii) présentation d'un document explicatif indiquant le montant de l'investissement, les données technico-économiques, la capacité d'accueil et d'autres données connexes;
- iii) fourniture d'une formule de demande d'autorisation dûment complétée au Comité de développement touristique.

Pour la création d'un hôtel en dehors d'une zone touristique prioritaire, les conditions sont déterminées par la municipalité locale.

L. Zones franches

Question 48

Prière de fournir des précisions sur l'éventuelle création de zones franches et les règles qui les régiraient.

Réponse

Pour encourager les investissements étrangers, l'Albanie, compte tenu du mauvais état de son infrastructure, envisage de créer des zones industrielles qui fourniraient aux investisseurs l'infrastructure nécessaire pour atteindre leurs objectifs. Le 5 juin 1995, le Conseil des ministres a approuvé un projet de décision portant création de ces zones, dont la première devrait s'ouvrir dans la ville de Durrës.

Les zones industrielles prévues par la décision en question n'auraient pas le statut de zone franche; elles seraient soumises aux règlements douaniers applicables sur tout le territoire albanais. Toutefois, la possibilité de les transformer en zones industrielles travaillant pour l'exportation, puis en zones franches, est à l'étude.

SERVICES

Services financiers - Généralités

Question 49

L'Albanie a-t-elle l'intention de faire une offre substantielle concernant les services financiers dans le cadre de l'AGCS, en consolidant des conditions libérales d'accès aux marchés et des garanties de traitement national sur une base NPF pour les institutions financières étrangères?

Réponse

Nous estimons que notre offre concernant les services financiers sera importante et nous attendons avec intérêt de procéder à des échanges de vues sur cet aspect ainsi que sur d'autres aspects de l'AGCS.

Services financiers - Système bancaire

Question 50

Prière de fournir une description détaillée du marché des services bancaires et du marché des assurances de l'Albanie et en particulier de leur régime juridique de base.

Réponse

Le marché des assurances est décrit plus loin dans la section intitulée "Services financiers - Assurances et titres". Une description du marché des services bancaires figure aux pages 25 et 26 de l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur. On trouvera ci-après des informations sur certains faits récents intervenus dans le système bancaire, et plus particulièrement sur les activités de la Banque centrale.

Depuis le milieu de 1992, le rôle de la Banque d'Albanie en tant que banque centrale s'est affirmé. La stabilité macroéconomique des trois dernières années témoigne du succès de la politique monétaire. Les bases d'un système moderne de politique et de gestion monétaires ont été créées avec

l'institution de réserves obligatoires, d'un guichet d'escompte et d'instruments de gestion des taux d'intérêts. L'objectif immédiat est d'accroître progressivement l'efficacité de ces instruments et de rendre la politique monétaire aussi compatible que possible avec les objectifs généraux en matière d'inflation, de balance des paiements et de croissance. La Banque d'Albanie a rendu positifs les taux d'intérêt réels et entend laisser peu à peu le marché déterminer les taux. L'introduction de bons du Trésor permettra en outre à la Banque d'Albanie de commencer à influencer sur les liquidités des banques au moyen d'opérations d'open market, tandis que la vente de ces bons au public limitera le financement budgétaire par les banques.

La Banque d'Albanie a récemment libéralisé encore davantage le régime de change, en éliminant toutes les restrictions pour les transactions courantes. Le taux de change du lek est déterminé par le libre jeu du marché interbancaire national, en concurrence avec un marché actif de courtiers et de bureaux de change. Le taux de change s'est stabilisé vers la fin de 1992 et a gagné environ 25 pour cent en termes réels en 1993. Ces trois dernières années, la Banque d'Albanie et les autres banques dans leur ensemble ont renforcé leurs réserves en devises, condition importante d'un meilleur accès aux marchés financiers internationaux et d'une confiance accrue de ceux-ci.

Il existe trois banques d'Etat en Albanie. La Banque nationale de commerce est la plus grande banque du pays et possède un réseau de 32 succursales. Son passif est constitué pour l'essentiel par les dépôts des entreprises et une grande partie de ses prêts sont consentis à des entreprises d'Etat. La Caisse d'épargne détient actuellement environ 85 pour cent des dépôts des ménages. Son portefeuille de prêts, bien que peu important, se développe rapidement. Elle traite essentiellement avec le secteur privé, auquel elle accorde des prêts à court terme. Ces deux banques font des opérations de change avec les entreprises et les particuliers et la Banque nationale de commerce est autorisée à emprunter à l'étranger en son propre nom. La Banque commerciale rurale a été créée en 1993 avec ce qui a pu être sauvé de l'ancienne Banque pour l'agriculture et le développement. Elle a des activités commerciales normales, axées sur le secteur agricole.

La Banque d'Albanie, consciente du rôle crucial joué par les capitaux privés et par la technologie dans la modernisation du système bancaire, accueille favorablement les investissements étrangers dans le secteur de la banque. La création, à la fin de 1992, de la première banque d'Albanie constituée en coentreprise (la Banque italo-albanaise) a représenté un grand progrès dans ce sens. Il existe une autre coentreprise avec la participation de l'Etat albanais et de capitaux étrangers privés (la Banque islamique albano-arabe) et une banque étrangère à capitaux entièrement privés (la Banque Dardania). Les banques sont libres de développer leurs activités dans toute la gamme des produits et services bancaires.

Le système d'agrément permettra à la Banque d'Albanie de faire le tri parmi les candidats à une autorisation bancaire. De nouvelles procédures transparentes, conformes aux normes internationales, régiront l'attribution de ces autorisations. Le capital minimum exigé pour créer une nouvelle banque est compris entre 500 000 et 7 millions de dollars EU. La nouvelle réglementation laissera le champ libre à la création de nouvelles banques privées et offrira les incitations nécessaires au bon fonctionnement du système financier albanais.

Les réformes du secteur financier entreprises par la Banque d'Albanie de concert avec le gouvernement visent à renforcer l'efficacité de la Banque centrale en tant qu'autorité monétaire, à favoriser le développement d'un certain nombre de banques commerciales capables de fournir les services bancaires de base, à créer un système de paiements efficace et à établir un cadre réglementaire approprié.

Question 51

Les banques étrangères seront-elles autorisées à ouvrir directement des succursales en Albanie sans avoir créé auparavant une filiale dans le pays? Si la Loi n° 7764 sur l'investissement étranger s'applique aux banques, un investissement étranger doit pouvoir être enregistré en tant que succursale.

Réponse

Les banques étrangères sont autorisées à ouvrir directement des succursales en Albanie sans créer auparavant de filiale dans le pays. Elles sont bien entendu tenues d'obtenir au préalable une autorisation pour exercer l'activité d'une banque commerciale. Les conditions d'obtention des autorisations sont définies dans le "Règlement relatif à l'octroi d'une autorisation pour l'exploitation d'une banque privée en République d'Albanie".

Question 52

Existe-t-il un plafond pour les participations étrangères au capital de banques en coentreprise?

Réponse

Il n'existe pas de plafond pour les participations étrangères au capital de banques en coentreprise.

Question 53

Les banques d'affaires sont-elles autorisées? L'Aide-mémoire ne mentionne que les banques commerciales.

Réponse

Il n'existe pas actuellement de cadre juridique pour les banques d'affaires.

Question 54

Existe-t-il, pour les activités énumérées dans l'Aide-mémoire dans lesquelles la Banque centrale d'Albanie joue un "rôle essentiel" (opérations en devises, émission de chèques et d'obligations, achat et vente d'obligations et de titres garantis émis par des établissements financiers, par exemple) un monopole de fait de la Banque? Dans l'affirmative, l'Albanie envisage-t-elle de limiter les monopoles existants?

Réponse

La Banque centrale d'Albanie n'a, en ce qui concerne ces activités dans lesquelles elle joue un "rôle essentiel", aucun monopole, ni en fait, ni en droit.

Question 55

L'Albanie pourrait-elle fournir des précisions sur les nouvelles lignes directrices concernant l'agrément des banques, publiées par la Banque centrale en 1994?

Réponse

Nous enverrons sous pli séparé un exemplaire du "Règlement relatif à l'octroi d'une autorisation pour l'exploitation d'une banque privée en République d'Albanie", approuvé en juin 1995.

Question 56

L'Albanie pourrait-elle indiquer le capital minimum requis pour l'établissement de banques étrangères et en quoi il diffère de celui qui s'applique aux banques albanaises?

Réponse

Le capital minimum pour l'établissement d'une banque étrangère est d'environ 2 millions de dollars EU. Pour les banques albanaises, il est d'environ 1 million de dollars EU.

Question 57

L'Aide-mémoire indique que les banques étrangères bénéficient du traitement national sauf sur deux points. Veuillez expliquer pourquoi il existe des dispositions différentes concernant le capital minimum requis pour l'établissement de banques étrangères, et pourquoi il est interdit aux banques étrangères d'accepter des dépôts de personnes physiques ou morales albanaises.

Réponse

Un amendement à la Loi sur le système bancaire dont le Parlement albanais a été récemment saisi prévoit la levée de l'interdiction faite aux succursales des banques étrangères d'accepter des dépôts de personnes physiques et morales albanaises.

La différence entre les fonds propres requis pour l'établissement de banques albanaises et étrangères ne vise pas à restreindre l'établissement des banques étrangères ni à y faire obstacle (nous estimons qu'en exigeant un capital de 2 millions de dollars, l'Albanie offre des conditions plus favorables que les autres pays), mais à tenir compte du fait qu'il est difficile aux Albanais d'accumuler des fonds propres importants.

Question 58

La fourniture transfrontières de services est-elle possible? Les banques étrangères peuvent-elles fournir des services en Albanie sans y avoir établi une succursale ou une filiale?

Réponse

Les banques étrangères ne peuvent fournir de services sur le territoire albanais sans y être établies.

Question 59

Consommation à l'étranger: les résidents albanais peuvent-ils utiliser sans restriction des services bancaires hors du territoire albanais, étant donné que seuls les transferts à l'étranger effectués par des émigrants lorsqu'ils quittent l'Albanie figurent au nombre des opérations non soumises à des restrictions?

Réponse

Tous les transferts de capitaux à l'étranger sont soumis à des restrictions, à l'exception de ceux qui sont effectués par des émigrants lorsqu'ils quittent l'Albanie.

Question 60

L'acceptation des dépôts des personnes physiques et morales albanaises est une importante activité pour les banques étrangères. L'Albanie envisage-t-elle de lever l'interdiction faite aux succursales des banques étrangères d'entreprendre ce type d'activités?

Réponse

Un amendement à la Loi sur le système bancaire dont le Parlement albanais a été récemment saisi prévoit la levée de l'interdiction faite aux succursales des banques étrangères d'accepter des dépôts de personnes physiques et morales albanaises.

Question 61

Veillez indiquer les restrictions qui subsistent concernant les paiements au titre des opérations courantes. N'existe-t-il aucune obligation autre que la formalité de notification pour les transferts supérieurs à 5 000 dollars EU?

Réponse

Il n'existe aucune restriction concernant les paiements au titre des opérations courantes et aucune obligation autre que la formalité de notification pour les transferts supérieurs à 5 000 dollars EU.

Question 62

Veillez fournir des précisions sur les progrès réalisés en vue d'établir la convertibilité pour ce qui est des opérations courantes.

Réponse

Ainsi que l'indique l'Aide-mémoire, l'Albanie espère être en mesure d'établir avant la fin de 1995 la convertibilité pour ce qui est des opérations courantes.

Question 63

Régime de change et relations avec le FMI. Quelles sont les restrictions applicables aux transferts de capitaux dans le cadre d'un investissement étranger direct? Quels sont les critères appliqués par la Banque d'Albanie pour autoriser les transferts de capitaux autres que ceux dont l'approbation est automatique? Existe-t-il une procédure de recours lorsque la Banque n'approuve pas un transfert?

Réponse

La Loi sur l'investissement étranger autorise tous les transferts à l'étranger liés à un investissement étranger direct, notamment dans les cas suivants:

- bénéfices;

- indemnisations à la suite d'une expropriation ou d'une nationalisation;
- paiements découlant d'un différend relatif à un investissement;
- paiements effectués aux termes d'un contrat, y compris paiement des intérêts échus aux termes d'un accord de prêt;
- produit de la vente ou de la liquidation de tout ou partie d'un investissement;
- restitution de l'avoir des actionnaires à la suite d'une réduction du capital effectuée conformément à la législation albanaise.

Hors du cadre d'un investissement étranger direct, seuls sont autorisés les transferts à l'étranger effectués par des émigrants lorsqu'ils quittent l'Albanie.

Question 64

L'Albanie peut-elle confirmer que, en vertu de la Loi n° 7729 du 20 juillet 1993, les institutions financières étrangères seront exemptées du prélèvement à la source sur les transferts de revenus hors du pays?

Réponse

Conformément à la Loi n° 7729 du 20 juillet 1993, les investisseurs étrangers, y compris les établissements financiers étrangers, sont exemptés du prélèvement à la source sur les transferts de revenus hors du pays.

Question 65

La Loi n° 7764 sur l'investissement étranger s'applique-t-elle intégralement aux banques et compagnies d'assurance étrangères, en particulier en ce qui concerne les garanties relatives au traitement national, le rapatriement des bénéfices et des capitaux, la protection contre la nationalisation et l'application des décisions concernant le règlement des différends internationaux?

Réponse

La Loi sur l'investissement étranger ne s'applique pas actuellement aux compagnies d'assurance, le secteur des assurances étant un monopole d'Etat.

En ce qui concerne les banques, le traitement national s'applique intégralement aussi bien aux banques étrangères qu'aux banques du pays, sauf en ce qui concerne les fonds propres et l'acceptation de dépôts par des succursales de banques étrangères. Comme indiqué plus haut, une proposition d'amendement à la Loi sur le système bancaire dont le Parlement albanais a été récemment saisi prévoit la levée de l'interdiction faite aux succursales de banques étrangères d'accepter des dépôts de personnes physiques et morales albanaises.

Services financiers - Assurances et titres

Question 66

Veuillez donner des précisions sur le régime en vigueur dans ces secteurs.

Réponse

Autrefois, les services d'assurance étaient fournis par l'Institut d'épargne et d'assurance, organisme public couvrant deux principaux domaines: la gestion des dépôts des particuliers et l'assurance. Les activités de cet organisme concernaient exclusivement l'assurance sur facultés, sur corps et sur les machines des navires battant pavillon albanais ainsi que certaines assurances agricoles et de bétail. La réassurance ne concernait que l'assurance sur facultés.

En juillet 1991, le Parlement a voté une loi réservant les activités d'assurance et de réassurance à l'Institut albanais des assurances (INSIG). L'INSIG appartient à 100 pour cent à l'Etat et est la seule entité autorisée à intervenir sur le marché albanais des assurances. Il gère ses activités économiques et financières en toute indépendance. Ses relations avec l'Etat se limitent au versement de redevances. Il a un conseil d'administration et un directeur général, dont les compétences sont définies par des règles statutaires, approuvées par le Ministre des finances.

En vertu de la législation albanaise, l'assurance est obligatoire dans certains cas et facultative dans d'autres. Les cas dans lesquels elle est obligatoire sont prévus par une loi spécifique, sauf lorsqu'il s'agit de l'assurance obligatoire des biens de l'Etat, qui fait l'objet de décisions gouvernementales.

L'INSIG fournit plusieurs types d'assurance non-vie. Les assurances obligatoires sont les suivantes:

- assurance responsabilité civile pour les propriétaires de véhicules automobiles;
- assurance des biens de l'Etat;
- assurance des biens importés par des entreprises d'Etat;
- assurance sur corps pour la marine marchande albanaise;
- assurance voyageurs (uniquement pour les chemins de fer).

D'autres types d'assurance fournis par l'INSIG sont facultatifs:

- assurance incendie et risques connexes;
- assurance travaux publics;
- assurance agricole;
- assurance de bétail;
- assurance des véhicules automobiles (Casco);
- assurance sur facultés;
- assurance accidents individuelle;
- assurance maladie des voyageurs, etc.

L'assurance des véhicules automobiles et l'assurance des biens de l'Etat sont les plus importantes et représentent environ 80 pour cent des primes brutes. L'Albanie n'ayant pas de bourse des valeurs, l'INSIG place l'essentiel de ses ressources sous forme de dépôts bancaires ou de biens immobiliers tels qu'hôtels, appartements, etc.

L'INSIG élargit peu à peu son offre dans l'assurance non-vie et se prépare à lancer des produits d'assurance-vie.

Un projet de loi sur les assurances est en préparation; il définira les bases de l'exercice et du contrôle des activités d'assurance et de réassurance et libéralisera le marché des assurances. Il prévoit la transformation de l'INSIG en société par actions, ce qui permettra de la privatiser lorsqu'une bourse des valeurs aura été créée.

Bâtiment et travaux publics

Question 67

L'Albanie pourrait-elle indiquer quels sont les règlements applicables en matière de construction, compte tenu en particulier de l'interdiction d'achat de terres par des étrangers. Dans quelles conditions un investisseur étranger peut-il établir une entreprise de construction en Albanie? Dans quelles conditions peut-il travailler?

Réponse

Les entreprises étrangères sont libres d'entreprendre et d'exercer des activités dans les domaines du bâtiment et des travaux publics ainsi que de la production de matériaux de construction. Elles peuvent s'implanter en tant qu'entreprises entièrement sous contrôle étranger ou en coentreprise avec une entreprise albanaise privée ou d'Etat. La récente loi autorisant les étrangers à acquérir des terrains facilite la création d'entreprises étrangères dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ainsi que dans d'autres secteurs.

Les entreprises étrangères du secteur du bâtiment et des travaux publics sont libres de participer aux appels d'offres concernant des projets financés par des fonds publics albanais ou par des donateurs étrangers.

En vertu de la Décision du Conseil des ministres n° 613 du 13 décembre 1993, avant de commencer leurs activités en Albanie, les entreprises étrangères de ce secteur et celles qui produisent des matériaux de construction doivent faire enregistrer l'autorisation délivrée par leur pays d'origine dans un registre spécial du Ministère du tourisme et des travaux publics. Pour cela, elles doivent fournir au Ministère des renseignements sur le type d'activités qu'elles entendent mener, l'autorisation délivrée par leur pays d'origine et une déclaration dans laquelle elles s'engagent à respecter les lois et les prescriptions techniques albanaïses pendant la durée de leurs activités en Albanie. Ces documents doivent être traduits et certifiés conformes par un notaire.

Avant de commencer l'exécution d'un projet de construction, les entreprises doivent obtenir un permis de construire délivré par la municipalité.

Services professionnels

Question 68

Existe-t-il des activités réservées aux ressortissants albanais (conditions de nationalité)?

Quelles sont les professions réglementées en Albanie (comptable, avocat, architecte)?

L'Albanie peut-elle indiquer de quelle manière ces professions sont réglementées? Existe-t-il des organes non gouvernementaux? Quelles sont les conditions d'accès à ces professions pour les étrangers?

Réponse

Actuellement, deux professions juridiques, celles d'avocat et de notaire, ne peuvent être exercées que par des Albanais. Il existe un ordre des avocats et une chambre des notaires exclusivement réservés aux Albanais exerçant ces professions.

En ce qui concerne les services comptables, au-delà d'une certaine taille, les sociétés à responsabilité limitée sont tenues de faire vérifier leurs comptes annuels par des experts comptables indépendants établis en Albanie et inscrits sur une liste d'experts comptables agréés établie par le Conseil des ministres, qui définit les critères d'inscription.

H. Marchés publics

Question 69

Veuillez fournir des précisions sur la Loi sur les marchés publics qui est en préparation et communiquer le texte de cette loi quand il sera prêt, ainsi qu'un résumé détaillé dans une langue officielle du GATT.

Réponse

Un exemplaire du texte de la nouvelle Loi sur les marchés publics a été envoyé sous pli séparé au Secrétariat dans une langue officielle de l'OMC.

Cette loi peut être résumée comme suit:

Objet: Cette loi a pour objet de favoriser les économies et l'efficacité dans l'utilisation des fonds publics, tout en garantissant l'équité, la transparence et la non-discrimination dans les procédures de passation des marchés.

Portée: Cette loi, et en particulier le lancement d'appels d'offres publics, s'appliqueront à tous les marchés publics d'un montant supérieur à un certain seuil (fixé par des règlements d'application qui ne sont pas encore rédigés), sauf si le Conseil des ministres décide que la sécurité ou la défense nationales exigent le recours à d'autres procédures.

Transparence: La loi, les règlements relatifs aux passations de marchés et toutes les dispositions connexes seront rapidement portés à la connaissance du public et systématiquement mis à jour.

Institutions: La loi prévoit la création d'un Office des marchés publics. Cet organisme relève du Conseil des ministres et est l'organe central chargé de la coordination et de l'amélioration du processus de passation des marchés publics en Albanie. Ses attributions sont les suivantes:

- soumettre au Conseil des ministres des propositions de règlements en matière de passation de marchés;
- rédiger et publier un Bulletin des marchés publics à utiliser pour le lancement d'appels d'offres et la communication d'autres informations concernant les marchés publics;
- établir les documents types à utiliser dans le cadre des marchés publics;
- fournir des conseils et des instructions aux entités chargées de passer des marchés pour les aider dans leur tâche;
- veiller à la bonne application de la Loi sur les marchés publics et des procédures de passation de marchés et établir un rapport annuel au Conseil des ministres;
- examiner les plaintes au niveau administratif.

Non-discrimination: La loi prévoit qu'aucune personne physique ou morale ne peut être empêchée de participer à des appels d'offres en raison de sa nationalité et que les critères de qualification doivent s'appliquer de la même façon à tous les soumissionnaires. Les documents d'appels d'offres doivent contenir suffisamment de renseignements pour permettre une concurrence entre les soumissionnaires sur des bases complètes, neutres et objectives.

Méthodes: La loi prévoit différentes méthodes d'attribution des marchés: appels d'offres ouverts ou restreints, marchés de gré à gré, appels d'offres en deux étapes. La méthode normale est celle des appels d'offres ouverts. Une entité chargée de passer un marché ne peut appliquer une autre procédure qu'en vertu des articles 18 à 22 de la Loi sur les marchés publics.

Les appels d'offres restreints (article 18) sont autorisés si a) les marchandises, les travaux de construction ou les services ne sont offerts que par un nombre limité de fournisseurs et b) la valeur estimative du marché ne dépasse pas un certain seuil fixé par la réglementation des marchés publics.

Les marchés de gré à gré (article 19) sont autorisés dans les cas suivants: a) lorsque, en l'absence de concurrence ou pour des raisons techniques, les marchandises, les travaux de construction ou les services ne peuvent être fournis que par un seul candidat; b) dans certaines circonstances telles que la livraison de pièces de rechange spéciales non interchangeables; c) pour l'achat de marchandises courantes de faible valeur, lorsque leur prix ne dépasse pas le seuil fixé par la réglementation.

La méthode des appels d'offres en deux étapes (article 20) peut être employée dans le cas de marchés importants et complexes pour lesquels les appels d'offres ouverts ou restreints sont inadaptés du fait qu'il est difficile de définir avec précision les marchandises ou les travaux. Dans un premier temps, des renseignements techniques concernant les diverses manières d'atteindre les objectifs sont demandés. Au cours de la seconde étape, les candidats sont invités à soumissionner sur la base des spécifications techniques et d'autres données déterminées en fonction des renseignements fournis au cours de la première étape.

Appels d'offres internationaux ouverts: Les appels d'offres doivent être lancés à l'échelle internationale lorsque la concurrence entre les fournisseurs nationaux est insuffisante.

Question 70

Veillez indiquer quels sont les ministères et organismes apparentés au niveau central, ainsi que les collectivités locales et régionales et autres entités ou entreprises d'Etat compétents pour passer des marchés. Si possible, veuillez indiquer le montant des marchés passés par ces organismes, en distinguant les fournitures, les travaux et les services.

Réponse

Il existe dans chaque organisme central ou local, y compris les entreprises d'Etat, une commission responsable des marchés de biens et de services.

Question 71

Comment est structurée la gestion des marchés publics en Albanie? Existe-t-il un organisme central chargé de passer les marchés pour le compte de toutes les administrations centrales ou chaque administration dispose-t-elle de son propre budget?

Réponse

Il n'existe pas d'organisme central chargé de passer les marchés pour le compte de toutes les administrations centrales. Différents organismes - ou plus précisément la commission d'achat de chaque organisme - sont habilités à passer des marchés de biens et services dans le cadre des crédits qui leur ont été alloués au titre du budget de l'Etat.

Question 72

Existe-t-il un organisme central chargé de contrôler l'application de la réglementation ou de dénoncer les infractions à la Loi sur les marchés publics?

Réponse

La nouvelle Loi sur les marchés publics prévoit la création d'un Office central des marchés publics relevant du Conseil des ministres. Cet organisme sera chargé, entre autres, d'appliquer la politique des marchés publics et de veiller au respect de la loi et des procédures par les entités responsables des achats (voir résumé ci-dessus).

Question 73

D'après l'Aide-mémoire, la Loi albanaise sur les marchés publics prévoit un système de préférence nationale. Comment cette disposition peut-elle être compatible avec les procédures régissant les appels d'offres et les marchés de gré à gré? Comment peut-elle être compatible avec l'objectif consistant à instituer une loi assurant un "traitement juste et équitable de tous les fournisseurs"?

Réponse

La nouvelle Loi sur les marchés publics ne prévoit pas de préférence nationale. Elle prévoit des procédures transparentes et non discriminatoires, conformes aux normes internationales. Nous nous efforçons de faire en sorte qu'elle soit appliquée de manière à assurer un traitement juste et équitable de tous les fournisseurs.

Question 74

Les fournisseurs contestant l'attribution d'un marché peuvent-ils s'adresser aux tribunaux albanais? Quelles sont les mesures correctives (dommages-intérêts ou nouvel appel d'offre par exemple) prévues?

Réponse

Les fournisseurs contestant l'attribution d'un marché peuvent s'adresser au système judiciaire albanais. Avant l'attribution d'un marché, tout soumissionnaire peut demander un examen administratif de toute action ou omission commise par l'entité acheteuse qui, selon lui, est contraire à la Loi sur les marchés publics, aux règlements en la matière ou à toute instruction édictée en vertu de ceux-ci. En premier lieu, le responsable de l'entité est saisi d'une plainte. Si le soumissionnaire n'est pas satisfait par la décision prise, il peut saisir l'Office central des marchés publics, lequel peut soit rejeter la plainte, soit interdire à l'entité responsable de prendre une mesure ou une décision illégale, soit annuler toute mesure ou décision illégale prise par celle-ci. L'Office central doit se prononcer dans les 30 jours suivant réception de la plainte.

Question 75

Existe-t-il des règles détaillées exigeant la publication des avis d'appels d'offres ou d'attribution des marchés? Dans l'affirmative, quels renseignements ces avis doivent-ils contenir et où sont-ils publiés?

Réponse

Les règles concernant la publication des avis d'appels d'offres et d'attribution des marchés sont énoncées dans la nouvelle Loi sur les marchés publics. Des précisions sur l'application de ces règles seront données dans les règlements d'application, qui ne sont pas encore prêts. Les renseignements relatifs aux appels d'offres et à l'attribution des marchés seront publiés dans un bulletin des marchés publics. En vertu de la loi susmentionnée, les avis d'appels d'offres doivent paraître au moins dans deux journaux nationaux de grande diffusion.

Question 76

Quelles statistiques le gouvernement albanais tient-il en ce qui concerne les marchés publics? Pourrait-il les communiquer au Groupe de travail?

Réponse

Actuellement, c'est le Ministère des finances qui recueille les données sur les marchés publics. En vertu de la nouvelle Loi, l'Office central des marchés publics recueillera et publiera des renseignements sur les marchés publics (appels d'offres, attribution de marchés, etc.).